



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1865>

Enseignement supérieur : l'apprentissage n'est pas la solution

- Éducation -



Date de mise en ligne : samedi 22 novembre 2014

Description :

Comment l'enseignement supérieur est-il contraint de mettre en place la formation par apprentissage pour répondre aux besoins des entreprises dans le cadre d'une économie néolibérale ?

L'École Émancipée

Comment l'enseignement supérieur est-il contraint de mettre en place la formation par apprentissage pour répondre aux besoins des entreprises dans le cadre d'une économie néolibérale ?

La hausse des effectifs d'apprentis depuis plusieurs années est entièrement due à l'augmentation des niveaux III à I, dont la part est passée de 17 % en 2004 à 31 % fin 2012.

Le cap des 120 000 apprentis été franchi en 2013.

Quels sont les principaux arguments avancés pour développer davantage encore l'apprentissage ?

L'argument « démocratique » : « L'apprentissage permet à des jeunes souvent issus de milieux modestes de poursuivre leurs études tout en travaillant.

Ce mode de formation a permis à certains d'accéder à des diplômes auxquels ils auraient dû renoncer s'ils n'avaient pu bénéficier d'un salaire facilitant leur autonomie financière (Rapport au CNFPTLV juin 2014).

Implicite, la messe est dite : quoi de plus « naturel » que certains jeunes, comme par hasard « issus de milieux modestes », puissent accéder à des formations supérieures... à condition de travailler en même temps !

L'argument « cognitif » : « L'apprentissage permet de former autrement, et ainsi de mieux répondre à la diversification des publics étudiants.

Car tous les jeunes n'apprennent pas de la même manière. Ils présentent des profils diversifiés, tant dans leur style cognitif que dans leurs motivations et leurs ressources » (op. cit.). C'est sûr, les jeunes de milieux modestes n'ont pas les mêmes aptitudes que d'autres !

L'argument « insertion » : « Ce dispositif de formation est aussi et surtout un excellent tremplin vers l'emploi.

Selon la dernière note de la DEPP, 65 % des jeunes apprentis ont trouvé un emploi sept mois après la fin de leur apprentissage » (op. cit.). Sans doute le seul argument non contestable « en chiffres bruts » mais discutable sur le fond : qu'y a-t-il de si positif dans le fait que deux tiers des apprentis aient trouvé un emploi au bout de 7 mois ? Et le troisième tiers ? Il passe par pertes et profits de l'économie néolibérale ?

De plus on peut sérieusement penser que leurs chances de progresser dans l'emploi seront plus faibles que celles des jeunes ayant suivi les filières classiques, adossées à la recherche.

Venons-en aux vraies questions

Celles posées par la mainmise de l'économie néolibérale sur les formations, qui se traduit, pour s'en tenir à l'essentiel, par la part croissante des financements non étatiques des budgets des Universités et la généralisation de la professionnalisation des cursus.

S'il est difficile d'obtenir des chiffres précis sur la part de la taxe d'apprentissage dans le budget des universités, on peut être certain que celle-ci augmente (pour les grandes écoles, elle oscille entre 10 et 20 %).

Or, avec la crise, le montant versé par les entreprises tend à décroître, d'où les tensions sur la récolte de cet impôt, accentuées par la concurrence entre grandes écoles et universités désormais autonomes et responsables de leur budget.

Les universités ont donc la tentation de prioriser l'ouverture de formations qui prennent « mieux » en compte les besoins de recrutement des entreprises.

Ce que confirme à sa façon Michel Pébereau, dans Les Echos du 26/12/13 : « Ces dernières années, le développement rapide de l'offre de formation par apprentissage dans les grandes écoles, écoles d'ingénieurs et universités, a accompagné presque naturellement les évolutions des besoins en compétences des entreprises soumises à s'adapter à un environnement plus globalisé mais aussi plus exigeant en termes opérationnel et technologique ».

Aujourd'hui, le constat est sans appel : de plus en plus d'universités étranglées financièrement, volontairement ou par défaut, mettent en avant le modèle de l'apprentissage et de l'adaptation aux besoins des entreprises. Est ainsi renforcée une tendance à la professionnalisation des cursus qu'on ne peut accepter dans sa forme actuelle. Non pas en effet qu'il faille rejeter toute approche du monde de l'entreprise. Cette vision trop dogmatique se révèle contre-productive dans la mesure où elle empêche les jeunes de connaître le monde dans lequel ils auront à évoluer. Par contre ce qui n'est pas acceptable est l'adéquation des formations aux besoins de recrutement des firmes et la logique de « l'approche compétence » portée par le néolibéralisme, au détriment de la capacité d'analyse critique du monde réel que permet l'adossement de la formation à la recherche universitaire.

Seuls le financement des universités par le budget de l'État et l'attribution à tous les étudiants d'une allocation d'études permettront d'échapper au diktat des entreprises. ĩ

Jean-Marie Canu
Université de Rouen

1) Et encensée par le gouvernement. Geneviève Fioraso, discours de clôture du colloque annuel de la CPU, novembre 2013 : « Enfin, l'atout que représente le diplôme est parfois aussi une difficulté ou un inconvénient, car les besoins de formation professionnelle courte, d'adaptation au poste de travail ou d'actualisation des compétences, sont mal adaptés au « tout diplômant » de l'offre de formation universitaire : la modularisation de l'offre de formation doit sans aucun doute encore faire des progrès, car tout ce qui n'est pas diplômant doit néanmoins être valable. »